

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

TUNISIE : CASTEX, POUR "ACCOMPAGNER LES RÉFORMES" DANS "UN PAYS AMI"

Le Premier ministre français, Jean Castex, accompagné de plusieurs membres du gouvernement, a promis hier à la Tunisie l'assistance de Paris pour "accompagner les réformes" dans ce "pays ami" secoué par des crises multiples et mis à genoux par l'épidémie de coronavirus. Arrivée mercredi soir à Tunis, la délégation française a cependant été immédiatement rattrapée par l'actualité en France puisque la panne massive des numéros d'urgence a contraint certains ministres à rentrer.

NIGERIA : LES AUTORITÉS CONFIRMENT L'ENLÈVEMENT DE 136 ÉLÈVES

Le nombre d'élèves enlevés dimanche dans une école privée musulmane dans l'Etat du Niger, dans le centre du Nigeria, s'élève à 136, ont confirmé mercredi soir les autorités. "Le gouvernement de l'Etat du Niger confirme que le nombre d'élèves enlevés par des bandits à l'école musulmane Salihu Tanko, située à Tegina, est de 136", a-t-il indiqué sur son compte Twitter.

GOLFE DE GUINÉE : QUATRE MARINS CORÉENS ET UN PHILIPPIN ENLEVÉS

Quatre marins coréens et un marin philippin ont été enlevés lors d'une attaque sur leur bateau de pêche mardi dans le golfe de Guinée, a-t-on appris mercredi auprès de l'unité de police du Ghana en charge du secteur maritime. La piraterie est depuis longtemps un risque majeur dans le golfe de Guinée, une route commerciale longeant les côtes d'Afrique de l'Ouest, du Sénégal à l'Angola.

Mali : les dirigeants mondiaux devant le fait accompli

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Sans surprise, la communauté internationale a pris acte du nouveau coup d'Etat au Mali, sans infliger de sanctions, afin de préserver la lutte contre le jihadisme dans la région et d'éviter que le pays ne sombre dans le chaos.

Pourtant, lors du coup d'Etat d'août 2020, la Cédéao avait fermé ses frontières et stoppé ses échanges financiers et commerciaux avec le Mali pour contraindre la junte à une transition civilo-militaire, limitée dans le temps. Huit mois plus tard, devant le même colonel Assimi Goïta, qui s'est fait déclarer cette fois président après avoir évincé le duo civil à la tête de l'exécutif, l'organisation sous-régionale a juste suspendu le Mali de ses instances, demandant la nomination "immédiate" d'un nouveau Premier ministre civil et le maintien des élections au début 2022.

De leur côté, l'Union africaine et la France, partenaires clés dans la lutte antiterroriste avec sa force Barkhane (5 100 hommes), se sont alignées sur la Cédéao. Le 26 mai, le Conseil de sécurité de l'ONU avait déjà planté le décor, avec une condamnation "ferme" mais pas de sanctions. "Il était attendu de la communauté internationale, en particulier la Cédéao, qu'elle se montre ferme face à la junte. Cette dernière s'en sort très renforcée, et on peut se demander si elle a désormais des limites", pointe Boubacar Haidara, chercheur au centre d'études Les Afriques dans le Monde (LAM) à l'Institut de Sciences Politiques de Bordeaux.

De nouvelles sanctions risquaient de faire vaciller un peu plus le Mali, pays crucial pour la stabilité régionale mais éreinté par la déliquescence de l'Etat, la pauvreté et la montée inexorable du jihadisme depuis dix ans. "La population est déjà épuisée par des années de conflit", souligne Caroline Roussy à l'Institut de Relations internationales et stratégiques (Iris) à Paris.

Pour tous les experts interrogés, le "précédent tchadien" a aussi joué



Le chef de la Junte malienne, Assimi Goïta, a pris au dépourvu tout le monde.

un rôle. Après la mort brutale du président tchadien Idriss Déby Itno en avril, l'Union africaine et la France ont validé l'installation d'une junte militaire, emmenée

par le fils du président défunt, au nom de la sécurité régionale. "La communauté internationale n'a pas du tout su peser sur la situation, elle a perdu la main

(..) Dans ce contexte il paraissait compliqué qu'elle puisse avoir une position assez tranchée sur le Mali", a conclu le chercheur Bokar Sangaré.

La suspension de la Francophonie



L'OIF dont la responsable est Louise Mushikiwabo a condamné le coup d'Etat au Mali.

J.O. (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Le Mali a été suspendu des instances de la Francophonie, a annoncé hier le Conseil permanent de la Francophonie (CPF). Réuni en session extraordinaire à Paris, le CPF, une des instances de

l'Organisation internationale de la Francophonie, a "condamné fermement" le coup de force du colonel Assimi Goïta le 24 mai dernier, tout en maintenant les programmes de rétablissement de l'ordre démocratique. Dans une résolution adoptée à l'unanimité, le CPF "demande la nomination d'un Premier

ministre civil et d'un gouvernement inclusif" et "exige la levée immédiate de toutes les restrictions imposées à tous les acteurs politiques, en particulier l'assignation à résidence des anciens Président et Premier ministre". Le colonel Assimi Goïta, auteur d'un premier coup d'Etat en août 2020, s'est fait déclarer président après avoir évincé le duo civil à la tête de l'exécutif, le président Bah Ndaw et le Premier ministre Moctar Ouane.

Les organisations et certains pays ont réagi mollement à la situation politique dans ce pays. Au vu des derniers soubresauts, la communauté internationale paraît avoir peu de prises toutefois sur la situation politique au Mali. "Les leçons du coup d'Etat précédent montrent qu'une solution durable doit être négociée entre les acteurs maliens", suggère l'Institute for Security Studies (ISS) à Pretoria.